



Conseil de sécurité

Soixante-treizième année

Provisoire

8347^e séance

Mardi 11 septembre 2018, à 11 heures
New York

Président : M^{me} Haley (États-Unis d'Amérique)

Membres :

Bolivie (État plurinational de)	M. Inchauste Jordán
Chine	M. Ma Zhaoxu
Côte d'Ivoire	M. Ipo
Éthiopie	M ^{me} Guadey
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. Delattre
Guinée équatoriale	M. Ndong Mba
Kazakhstan	M. Umarov
Koweït	M. Alotaibi
Pays-Bas	M. Van Oosterom
Pérou	M. Meza-Cuadra
Pologne	M. Radomski
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Pierce
Suède	M. Skoog

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 11 h 5.

Hommage à la mémoire des victimes des attentats du 11 septembre 2001

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration à titre national.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui, 11 septembre. Dix-sept ans après les attentats du 11 septembre 2001, la douleur est aussi vive aujourd'hui qu'elle l'était ce jour-là. J'ai participé ce matin à la cérémonie tenue au mémorial du 11 septembre. On a commencé à lire les noms. Alors que nous entamons cette séance du Conseil de sécurité, la lecture des noms de ceux que nous avons perdus se poursuit. Nous avons perdu des milliers de personnes ce jour-là. Nous avons perdu des mères et des pères. Nous avons perdu des sœurs et des frères. Nous avons perdu des fils et des filles. Nous avons perdu des amis. Nous avons vu l'héroïsme dans ce qu'il a de meilleur. Nous avons vu des amis s'entraider. Nous avons vu des gens aider ceux qui n'arrivaient pas à marcher. Nous avons vu les premiers secouristes se précipiter dans des bâtiments en feu, sachant qu'ils n'en ressortiraient peut-être pas. Ce fut une véritable preuve de courage, de sacrifice et de patriotisme.

Mais ce jour nous a également beaucoup appris. Il nous a appris que nous ne devons jamais baisser la garde. Il nous a appris que le mal existe. Il nous a également appris que nous ne devons jamais cesser d'œuvrer en faveur de la paix et de la sécurité dans le monde. Et donc, lorsque nous regardons les Américains, lorsque nous regardons les États-Unis d'Amérique tels qu'ils sont aujourd'hui, nous constatons que nous luttons encore plus fort, nous défendons ce en quoi nous croyons encore plus passionnément et nous aimons encore plus intensément, parce que nous savons ce que sont la douleur et le sacrifice. Mais nous savons aussi que nous n'oublierons jamais.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Je demande aux membres du Conseil de se lever et d'observer une minute de silence.

Les membres du Conseil de sécurité observent une minute de silence.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la République islamique d'Iran et de la Turquie à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire des déclarations.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous commémorons aujourd'hui un triste jour et venons de rendre hommage à la mémoire des malheureuses victimes qui ont péri dans cette terrible tragédie. La Mission russe à New York se trouve en face d'un poste de police et d'une caserne de pompiers qui ont contribué aux opérations de sauvetage le 11 septembre 2001. Aujourd'hui, je me suis présenté au chef de la caserne des pompiers pour lui exprimer mes condoléances et ma reconnaissance pour l'héroïsme des pompiers et des policiers qui ont participé à ces opérations.

Je rappelle également au Conseil que le 11 septembre, le Président Poutine a été le premier dirigeant étranger à appeler le Président George W. Bush pour lui adresser ses condoléances et l'assurer de son soutien et de sa volonté de l'aider à combattre le phénomène monstrueux dont nous avons été témoins. La Russie connaît le terrorisme international, et pas simplement par ouï-dire, malheureusement. Nous continuons de tendre la main à tous les pays et pensons qu'il est de notre devoir de lutter contre ce fléau ensemble, comme en atteste notre proposition de créer une véritable coalition internationale pour lutter contre le terrorisme international.

Constatant l'intérêt suscité par le troisième sommet des pays garants du format d'Astana, qui s'est tenu à Téhéran le 7 septembre, nous avons décidé d'en présenter les principales conclusions au Conseil de sécurité. Ce sommet a marqué une étape importante sur la voie du rétablissement de la paix et d'un règlement durable à long terme en République arabe syrienne. De concert avec nos homologues iraniens et turcs, nous avons distribué la déclaration finale conjointe en tant que document officiel du Conseil de sécurité. Les allocutions des trois présidents lors du sommet, leur conférence de presse et leur déclaration commune envoient un message clair à la communauté internationale : la Russie, l'Iran et la Turquie sont prêts à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour continuer de contribuer à la destruction

finale du terrorisme sur le sol syrien, mettre fin aux souffrances de la population civile, reconstruire le pays après le conflit et réaliser de véritables progrès dans le cadre d'un processus politique qui permette aux Syriens de décider de leur propre avenir. Il est également important de noter que les pays garants ont réaffirmé leur attachement à la souveraineté, à l'unité, à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Syrie en tant que fondement de toutes leurs actions dans le contexte de cette crise.

Nous avons tenu à Téhéran une discussion de fond sur la situation dans la province d'Idlib, où se concentrent des dizaines de milliers de militants du Front el-Nosra, de l'État islamique d'Iraq et du Levant et d'autres groupes qui ont été déclarés hors-la-loi par le Conseil de sécurité, parce que terroristes. C'est dans cet esprit que la Russie, l'Iran et la Turquie se sont dit déterminés à mettre définitivement fin aux dernières poches de terrorisme en Syrie, qui menacent la sécurité régionale, tout en accordant la plus grande attention à la prévention des pertes civiles. Nous ne devons pas laisser passer les possibilités de réconciliation avec ceux qui sont prêts au dialogue, et nous espérons que cet appel sera entendu à Idlib. Nous demandons aux groupes armés de cesser de pilonner des villes et des villages paisibles, ce qu'ils font régulièrement. Rien que l'autre jour, neuf personnes, dont des enfants, ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans une attaque à la roquette et au mortier contre la localité de Mohradé, dans le nord de la province de Hama, et trois personnes ont trouvé la mort lorsque plusieurs missiles ont été tirés sur la ville voisine d'Al-Suqaylabiyah.

La déclaration commune a souligné qu'il était urgent de dissocier des terroristes les membres de l'opposition armée qui ont choisi la voie d'un règlement politique. Selon les participants au sommet, cette distinction sera déterminante pour assurer la sécurité de la population civile. D'où l'appel lancé à Téhéran à tous les membres de la communauté internationale, qui sont en mesure d'influer sur les groupes armés dans la province d'Idlib, pour qu'ils aident à distinguer ces groupes des terroristes. Dans le même temps, nous ne pouvons pas permettre aux terroristes de retenir en otage indéfiniment des centaines de milliers de civils dans la province d'Idlib pour les utiliser comme boucliers humains. Ainsi que le stipule chaque résolution de l'ONU, il ne peut y avoir de coexistence avec les terroristes et il est inacceptable de les protéger. Après tout, nous avons affaire à des branches et des variétés d'Al-Qaïda contre lequel nous luttons tous ensemble

depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 et dont nous pouvons attendre les pires brutalités partout dans le monde. Aujourd'hui, nous nous souvenons de ces événements tragiques.

Le sommet de Téhéran a réaffirmé qu'il ne saurait y avoir d'autre solution qu'un règlement politique en Syrie. Nous espérons que le message des trois pays garants sera entendu de tous. Cette position est d'autant plus importante aujourd'hui, alors que sont proférées des menaces d'intervention militaire en Syrie et de frappes contre les installations du Gouvernement, prétendument en réponse à l'utilisation de substances toxiques par Damas et à l'ordre qu'aurait donné le Président Al-Assad d'employer du chlore. Ce n'est pas ce que vont faire les autorités syriennes. Elles n'ont pas d'armes chimiques. Nous demandons une fois de plus au Conseil d'écouter : d'un point de vue militaire, Damas n'a aucune raison d'utiliser des armes chimiques. Ce serait néfaste tant militairement que politiquement, puisque ce serait une invitation à la troïka occidentale de frapper la Syrie, ce qu'elle menace d'ailleurs de faire sous prétexte d'utilisation d'armes chimiques. En revanche, il est très probable que les opposants de Damas se livrent à un acte de provocation, comptant sur le soutien énergique de leurs protecteurs étrangers. Nous avons d'ailleurs des preuves irréfutables de préparatifs en ce sens.

Le troisième sommet d'Astana a contrasté ces tentatives militaires aussi vaines que dangereuses avec les efforts visant à mettre sur les rails un processus politique dirigé et mis en œuvre par les Syriens eux-mêmes, sans diktat ni pression de l'extérieur. Conformément aux instructions de leurs trois présidents, les hauts représentants de la Russie, de l'Iran et de la Turquie devaient tenir des consultations les 10 et 11 septembre avec M. Staffan de Mistura, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, afin d'établir dans les meilleurs délais à Genève la commission constitutionnelle la plus représentative possible, une commission capable de refléter les intérêts et les aspirations de tous les Syriens et de lancer ses travaux conformément aux décisions du Congrès pour le dialogue national syrien, tenu à Sotchi le 30 janvier, et à la résolution 2254 (2015).

À Téhéran, nous avons accordé une grande attention à la reconstruction après-conflit en République arabe syrienne. Les conditions pour cela sont mûres. Les besoins humanitaires aigus de la population sont énormes, des problèmes alimentaires au déminage humanitaire en passant par la remise en état des infrastructures de base. Mais rien de tout cela

ne doit impliquer de chantage politique, ce à quoi se livrent portant ouvertement de nombreuses capitales occidentales. Les promesses de pain et de beurre en échange d'un changement de régime à Damas ne font pas honneur à ceux qui, lors des conférences de donateurs, parlent des problèmes humanitaires de la Syrie, mais entravent la fourniture d'une véritable assistance au peuple syrien en maintenant des sanctions unilatérales.

L'examen par les trois pays garants des questions d'assistance au retour à grande échelle des réfugiés syriens et des personnes déplacées dans leurs lieux d'origine a été un point important à l'ordre du jour du sommet. Comme on le sait, le Gouvernement syrien a donné des garanties de sécurité adéquates, et les pays voisins de la Syrie se sont montrés intéressés. Nous sommes convaincus qu'à un certain stade, une grande conférence internationale sera convoquée à l'initiative de la Russie, de l'Iran et de la Turquie afin d'apporter une contribution importante à la réalisation de cette tâche.

L'acceptation unanime de l'efficacité et de la nécessité du processus d'Astana a été l'un des résultats les plus importants du Sommet de Téhéran. La Russie, l'Iran et la Turquie ont montré - non pas en paroles, mais en actes - que nous pouvons faire des compromis sur les situations les plus difficiles lorsque cela est nécessaire. Notre interaction nous a permis de mettre fin à la violence à grande échelle en Syrie, d'assurer une stabilisation à long terme, de créer les conditions nécessaires à un véritable démarrage du processus de règlement et de parvenir à une transformation politique qui profiterait à tous les Syriens. À Téhéran, il a été dit très clairement que ce type de travail se poursuivrait et couvrirait le plus large éventail possible de questions en Syrie. Le prochain sommet se tiendra en Russie.

M. Van Oosterom (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je vous remercie personnellement, Madame la Présidente, pour les paroles impressionnantes que vous avez prononcées à la mémoire des victimes du 11 septembre. Le Royaume des Pays-Bas a fait preuve et continuera de faire preuve d'une solidarité sans faille à l'égard des États-Unis. Nos pensées vont à tous ceux qui ont perdu des êtres chers en ce jour terrible, il y a 17 ans.

Permettez-moi de remercier la délégation russe de nous avoir fourni une mise à jour des résultats du troisième sommet trilatéral des garants du processus d'Astana tenu à Téhéran. Je me concentrerai sur trois points : premièrement, le risque d'escalade rapide;

deuxièmement, la responsabilité des garants d'Astana; et, troisièmement, la nécessité de protéger les civils.

Premièrement, le risque d'une escalade rapide impliquant des acteurs régionaux et internationaux est grand. Les conséquences potentielles d'une escalade de la violence sont terribles. Nous estimons qu'il est urgent de réorienter véritablement l'attention vers la diplomatie à la table des négociations, dans le but de se rapprocher d'une solution non militaire. Seule une solution politique, conforme à la résolution 2254 (2016), peut mettre fin au conflit de manière durable et pacifique.

Deuxièmement, en ce qui concerne la responsabilité des garants d'Astana et la nécessité d'une cessation complète des hostilités, le Royaume des Pays-Bas est franchement déçu des résultats du Sommet de Téhéran. Nous estimons qu'il incombe aux garants d'Astana de faire respecter les accords de cessez-le-feu et de désescalade qu'ils ont précédemment acceptés et de protéger les civils à titre prioritaire. Lors du Sommet de Téhéran, les garants d'Astana ont réitéré leur engagement à rechercher une solution négociée au conflit syrien qui dure depuis sept ans, mais dans la pratique, nous constatons que deux des trois garants se préparent plutôt à une offensive militaire à grande échelle à Edleb. Le jour du Sommet et pendant le week-end, nous avons assisté à une escalade plutôt qu'à une désescalade. Il s'agit d'une continuation du modèle bien connu des combats dans les zones de désescalade qui nous rappelle la Ghouta orientale et Deraa plus tôt cette année.

Si la Fédération de Russie et l'Iran envisagent sérieusement une solution non militaire et une désescalade, ils doivent cesser de renforcer leurs capacités militaires autour d'Edleb et cesser immédiatement les attaques aériennes. Il est indispensable que la zone de désescalade soit maintenue. Il faut un cessez-le-feu immédiat et complet. Nous partageons les préoccupations de la Turquie face à l'escalade de la violence à Edleb et à l'imminence d'une catastrophe humanitaire. La Turquie accueille déjà 3,5 millions de réfugiés syriens, ce que le Royaume des Pays-Bas apprécie et respecte, et il partage pleinement les préoccupations de la Turquie.

Troisièmement, s'agissant de la nécessité urgente de protéger les civils qui sont confrontés au terrorisme, nous estimons que toutes les parties concernées devraient faire preuve de la plus grande retenue, accorder la priorité à la protection des civils et permettre un accès humanitaire sans entrave. Ce ne sont pas les civils qui devraient quitter Edleb. Nous sommes sceptiques

quant au concept de couloirs ou de voies d'évacuation protégées, notamment en raison du nombre énorme de civils à Edleb. Par exemple, si des évacuations sanitaires sont tentées, elles doivent être conformes aux normes minimales applicables aux évacuations humanitaires qui ont été diffusées par l'ONU. Les parties doivent faire respecter le droit international humanitaire dans toute la Syrie, et en particulier à Edleb.

Toute mesure de lutte contre le terrorisme doit être conforme aux obligations découlant du droit international, en particulier le droit des droits de l'homme, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire. La lutte contre le terrorisme n'est pas une excuse pour attaquer sans distinction ni proportionnalité. Les récentes manifestations pacifiques de la population civile à Edleb contre la violence et l'extrémisme montrent qu'Edleb n'est pas un foyer du terrorisme. Cela est également devenu très clair lors de la réunion selon la formule Arria tenue vendredi dernier, au cours de laquelle Bassma Kodmani a déclaré que les civils sont un atout majeur dans la lutte contre le terrorisme. Comme l'a déclaré l'Envoyé spécial M. de Mistura vendredi dernier, il doit y avoir – et il y a – une autre voie que celle d'une escalade militaire à outrance.

Il y a bien d'autres options. Nous pouvons et devons prévenir une terrible tragédie et, en même temps, aborder la question des groupes terroristes désignés par le Conseil de sécurité. Nous appelons tous les acteurs à user de leur influence sur les parties belligérantes à Edleb pour faire passer la protection des civils en premier. Si la séparation d'El-Nosra des groupes armés est la question centrale à Edleb, nous devons écouter l'Envoyé spécial sur la manière de la rendre opérationnelle. Si les garants d'Astana veulent un soutien international pour leurs efforts à cet égard, ils doivent également faire preuve de transparence quant à leurs projets. Je le répète, tout plan doit accorder la priorité à la protection des civils.

Je voudrais également souligner l'importance d'une aide humanitaire sans entrave de la part des Nations Unies et de la protection des hôpitaux, des écoles et du personnel humanitaire. Nous sommes choqués d'apprendre que les Casques blancs ont de nouveau été pris pour cible au cours du week-end dans le cadre de frappe « en deux temps ». Au cours du week-end, trois hôpitaux ont été frappés. Deux centres syriens de protection civile et une ambulance ont été touchés. Leurs coordonnées étaient bien connues et la déconfliction avait eu lieu. De tels agissements nous préoccupent au plus haut point.

Le Royaume des Pays-Bas poursuivra ses efforts pour que les responsables de ces crimes répondent de leurs actes. L'impunité ne peut l'emporter. À notre avis, le renvoi de la situation en Syrie devant la Cour pénale internationale demeure la meilleure option.

M. Delattre (France) : Madame la Présidente, permettez-moi, au nom de la France, de commencer par vous dire combien mon pays et tous les Français se sentent proches de leurs amis américains et des États-Unis dans leur ensemble en ce jour où nous commémorons ensemble la tragédie du 11 septembre. Permettez-moi aussi d'exprimer le vœu que l'esprit d'unité qui avait marqué le 11 septembre, et que j'avais profondément ressenti moi-même en étant à l'époque aux États-Unis, que cet esprit d'unité puisse inspirer, et inspirer réellement, nos travaux.

Je remercie la présidence des États-Unis et la Russie d'avoir demandé la tenue de cette séance dans le prolongement des sessions de la fin de la semaine dernière. Je serai bref, relativement bref, en me concentrant sur les deux priorités complémentaires indissociables de la France : éviter une escalade militaire à Edleb qui ouvrirait mécaniquement un des chapitres les plus sanglants et les plus lourds de conséquences de la tragédie syrienne et enclencher enfin une vraie dynamique pour un règlement politique du conflit. Ce chemin est extrêmement difficile, nous le savons tous, mais il est aujourd'hui, nous en avons la conviction, possible.

Malgré les appels convergents de la communauté internationale, dont l'ampleur est peut-être sans équivalent dans l'histoire récente, la réunion de Téhéran n'a pas permis d'obtenir un engagement ferme de la Russie et de l'Iran à préserver la désescalade dont ils s'étaient pourtant portés garants. À l'issue du Sommet de Téhéran, les millions de civils syriens qui se trouvent à Edleb n'ont aucune assurance que leur vie sera épargnée. Au contraire, dans la foulée du sommet, l'aviation russe a repris ses bombardements aériens en soutien au régime.

Soyons clairs : notre priorité commune reste la lutte contre le terrorisme, et cette priorité peut et doit nous rassembler. La France prend toute sa part, les membres du Conseil le savent, dans ce combat. Mais cette lutte ne peut en aucun cas justifier les attaques indiscriminées contre les civils et les violations graves du droit international humanitaire. Elles sont une tragédie humanitaire, mais aussi une absurdité stratégique, en nourrissant le terrorisme qu'elles

prétendent combattre. Car la Syrie est bien devenue un incubateur privilégié du terrorisme. Parmi les 3 millions d'habitants qui se retrouvent pris en otage à Edleb, soit, je le rappelle, davantage que la population de la ville de Paris, nombre d'entre eux sont descendus dans la rue la semaine dernière, pacifiquement, pour dire combien ils sont injustement pris pour cible, exprimer leur refus du terrorisme, et rappeler leurs aspirations légitimes à un état de droit en Syrie. Ces manifestations massives, dont nous avons vu les images, font apparaître des visages derrière les chiffres.

Nous savons, et cela a été amplement exposé vendredi (voir S/PV.8345), combien une offensive d'ampleur à Edleb aurait des conséquences désastreuses sur le pays et la région, en termes humanitaire, sécuritaire et politique.

Sur le front humanitaire, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont commencé à rejoindre le nord d'Edleb pour fuir les bombardements. Ils ne sont que les précurseurs de ce qui pourrait être une nouvelle crise migratoire d'une ampleur sans précédent, dont la Turquie, qui accueille déjà près de 15 % de la population syrienne ayant fui les massacres du régime depuis 2011, serait la première à pâtir. Nous devons donc tout faire pour garantir un accès humanitaire sûr, complet et sans entrave à l'ensemble des populations qui en ont besoin. Et je tiens à saluer ici le rôle héroïque des Casques blancs pour venir en aide aux civils bombardés, au péril de leur vie, au milieu des ruines et gravats.

La France tient également à rappeler qu'elle ne tolérera aucun nouvel usage d'armes chimiques, et qu'elle se tient prête, avec ses proches partenaires, à réagir en cas d'attaque chimique. Mes plus hautes autorités politiques se sont exprimées sans ambiguïté sur ce point.

Préserver le cessez-le-feu et protéger les civils, y compris les personnels humanitaires, doit être la première priorité des acteurs présents sur le terrain. Il faut pour cela que la Russie s'engage. Je salue l'implication des Nations Unies pour dissuader une escalade et se préparer à y faire face au cas où elle se déclenche. Nous devons tout faire pour éviter aux civils d'être ciblés. C'est pourquoi notre responsabilité collective est de retourner chaque pierre, de débrancher nos pilotages automatiques pour trouver des convergences et rechercher ensemble toutes les solutions possibles, y compris les plus créatives, pour éviter l'escalade militaire et ouvrir la voie à un règlement politique. Cette solution, si nous savons nous rassembler, est à portée de main. C'est pour

cela qu'il faut laisser du temps au dialogue afin de faire émerger des solutions. C'est cela notre première priorité aujourd'hui. La première responsabilité des garants à cette heure est d'éviter l'irréversible et de prendre le temps nécessaire pour trouver un accord en travaillant avec chacun d'entre nous.

Soyons clairs : la situation à Edleb est une illustration supplémentaire, s'il en était besoin, de trois faits que chacun doit bien avoir à l'esprit : non, la Syrie n'est pas un pays en voie de normalisation, c'est tout le contraire; non, la tragédie syrienne n'est pas derrière nous et le pire peut même être à venir en cas d'offensive majeure à Edleb; et non, la reconquête militaire totale dans laquelle sont engagés le régime et ses soutiens ne permettra pas de stabiliser ce pays et ne peut être que génératrice de chaos, les mêmes causes produisant les mêmes effets. C'est pourquoi, je le redis une fois de plus, la seule issue réelle et durable à ce conflit est une solution politique négociée et acceptable par tous. Il n'y a pas d'autres solutions, pas de raccourcis à ce chemin exigeant de la négociation.

C'est pourquoi nos valeurs, comme nos intérêts, comme la *realpolitik*, nous commandent de nous rassembler pour appuyer résolument et collectivement les efforts de l'Envoyé spécial des Nations unies pour relancer le processus de Genève. Cela passe notamment par la mise en place, dans les meilleurs délais, du comité constitutionnel, qui peut être l'accroche pour enclencher, enfin, une vraie dynamique politique. Ses travaux pourraient commencer sans tarder, de manière véritablement indépendante, sous l'égide des Nations unies.

Les termes d'une solution politique plus large sont connus – c'est la résolution 2254 (2015) : une Constitution, des élections libres et transparentes où tous les Syriens, y compris les déplacés et les réfugiés, pourront voter, et la mise en place d'un environnement sûr et neutre, garanti par des mesures de confiance. Nous sommes à deux semaines de l'Assemblée générale des Nations Unies, où nos autorités seront toutes réunies. Alors saisissons cette opportunité qui est devant nous.

La feuille de route que nous proposons est claire : un engagement résolu des parties à un cessez-le-feu pour épargner la population civile d'Edleb; l'accélération du processus politique, avec pour première étape un appui collectif au lancement des travaux du comité constitutionnel; et le rassemblement des membres du Conseil de sécurité autour d'un agenda politique constructif à l'Assemblée générale pour forcer le destin

et arracher une solution pacifique et concertée du conflit. La reconstruction de la Syrie n'est envisageable que sur cette base, lorsqu'une transition politique irréversible, crédible et inclusive sera engagée.

Je le redis à la Russie : la balle est dans votre camp. Prenez des engagements clairs et fermes pour éviter l'irréparable à Edleb et y rassurer les civils. Donnons davantage de temps au dialogue pour identifier une solution pour Edleb, et rassemblons-nous pour tracer ensemble le chemin exigeant vers la paix en Syrie. La France se tient prête à y contribuer, sans perdre une minute. Alors, au travail!

M. Ma Zhaoxu (Chine) (*parle en chinois*) : Aujourd'hui est une journée spéciale, une journée de commémoration. Je voudrais tout d'abord exprimer mes sincères condoléances aux familles des victimes de l'attentat du 11 septembre, et leur dire toute notre compassion. La communauté internationale reste fermement unie dans la bataille contre le terrorisme.

Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance. Je tiens aussi à remercier l'Ambassadeur Nebenzia pour son exposé.

La Chine se félicite de la tenue du sommet des dirigeants de la Russie, de la Turquie et de l'Iran, qui a eu lieu le 7 septembre et qui s'est terminé par une déclaration conjointe. La Chine salue les efforts inlassables que font les trois pays pour contribuer à un règlement diplomatique de la question syrienne. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, a intensifié son dialogue avec les parties concernées au sujet de la création d'un comité constitutionnel syrien. Nous pensons que ces nouveaux développements joueront un rôle important et positif pour améliorer la situation à Edleb, en Syrie, et promouvoir un règlement politique de la question syrienne.

Il n'existe pas d'autre option qu'un règlement politique pour permettre à la Syrie de retrouver la paix et la stabilité. Toutes les parties doivent respecter les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et les autres normes élémentaires universellement reconnues qui régissent les relations internationales; respecter pleinement la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie; et éviter de recourir par réflexe à la menace ou à l'emploi de la force.

La communauté internationale doit unir ses forces pour continuer de lutter contre le terrorisme et consolider les acquis dans ce domaine. Toutes les parties doivent prendre des mesures pour épargner les civils innocents.

Nous appelons la communauté internationale à renforcer l'aide humanitaire en faveur de la Syrie. La communauté internationale doit continuer de promouvoir le rôle de l'ONU en tant que médiateur principal, appuyer les pourparlers de Genève et le processus d'Astana pour leur permettre de jouer dûment leur rôle, et encourager les parties syriennes à rechercher une solution progressive qui soit conforme à la réalité et réponde aux préoccupations des parties en adhérant au processus dirigé et contrôlé par les Syriens et en garantissant l'application de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Nous espérons que les délibérations concernant la création d'un comité constitutionnel syrien, facilitées par l'Envoyé spécial De Mistura, permettront de prendre un nouveau départ pour lancer le processus politique. À cette fin, toutes les parties concernées doivent faire des concessions et contribuer ensemble à la réalisation de cet objectif.

M. Skoog (Suède) (*parle en anglais*) : Je tiens à présenter les sincères condoléances de mon pays et à exprimer sa sympathie et son amitié au peuple des États-Unis en cette journée extrêmement importante, et je tiens à souligner la nécessité de d'œuvrer de concert à la réalisation de la paix.

Premièrement, je remercie le représentant de la Russie de son exposé, qui arrive à point nommé.

La semaine dernière, pendant et après la réunion, nous avons fait part de l'inquiétude que nous inspiraient les signes annonciateurs d'une offensive militaire dans le nord-ouest de la Syrie, laquelle pourrait avoir des conséquences humanitaires catastrophiques, qui sont évitables et doivent être évitées. Cependant, nous sommes profondément préoccupés par la récente escalade de la violence déclenchée par la Syrie et la Russie à Edleb et dans les zones environnantes. Nous réitérons que toutes les parties en Syrie doivent honorer l'obligation qui leur incombe, en vertu du droit international humanitaire, de protéger les civils et les biens de caractère civil et d'appliquer les principes de distinction, de proportionnalité et de prévention d'une souffrance inutile.

Nous avons déjà affirmé, et nous réitérons, qu'Edleb est différente des autres zones en ce qu'il n'y a aucune possibilité de fuir. Trois millions de civils vivent sur place, dont un grand nombre d'enfants et de personnes déplacées. Edleb est une zone de désescalade créée par les garants d'Astana, et c'est pourquoi nous avons tous suivi la réunion qu'ils ont tenue vendredi avec un certain espoir. Il est essentiel qu'ils accentuent

leurs efforts pour appliquer immédiatement leur propre accord de désescalade à Edleb, garantir l'accès humanitaire et la protection des civils, et éviter une nouvelle escalade militaire.

Il est urgent qu'ils agissent maintenant pour éviter l'énorme catastrophe humanitaire que déclencherait sous nos yeux une offensive militaire à grande échelle. Ce scénario n'est pas hypothétique, car toutes les zones de désescalade sont devenues des zones d'escalade au cours de l'année écoulée. Ce sont la Syrie et la Russie qui ont la responsabilité et la capacité de prévenir une catastrophe et d'accorder du temps au dialogue. Cependant, le Conseil doit également envisager toutes les options concrètes pour prévenir une escalade militaire et trouver une solution pacifique pour Edleb, conformément au droit international.

Vendredi dernier, l'Envoyé spécial De Mistura a présenté des idées qui méritent d'être prises en compte. Nous devons examiner toute suggestion et proposition concrète dans les jours à venir pour que le Conseil s'acquitte collectivement de sa responsabilité. Nous demeurons disposés à examiner toutes les options d'action préventive par le Conseil. Nous réitérons notre plein appui à l'Envoyé spécial, notamment à ses efforts visant à créer rapidement un comité constitutionnel. Un règlement politique facilité par l'ONU, conformément à la résolution 2254 (2015), est le seul moyen de régler durablement la crise, de mettre fin à la souffrance et de répondre aux préoccupations légitimes de tous les Syriens.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : En ce jour anniversaire des événements tragiques du 11 septembre 2001, je tiens à mon tour à exprimer à nouveau la solidarité de mon pays avec le Gouvernement et le peuple américains.

Ma délégation remercie la Fédération de Russie pour l'organisation de cette séance d'information, qui nous éclaire sur les conclusions du troisième sommet tripartite des garants du processus d'Astana, tenu à Téhéran le 7 septembre, et qui a également abordé la situation dans la province d'Edleb. Cette réunion intervient dans un contexte marqué par les inquiétudes suscitées par l'imminence d'une offensive de grande ampleur des forces armées syriennes contre les bastions rebelles de la province d'Edleb.

La Côte d'Ivoire n'a eu de cesse d'exprimer sa réprobation de l'usage de la force, quels qu'en soient les auteurs, et de rappeler, comme l'ensemble des observateurs du conflit syrien, que cette confrontation

armée occasionnerait une catastrophe humanitaire sans précédent dans une province qui accueille environ 3 millions de personnes, dont plus de la moitié est constituée par des déplacés internes. À ces craintes s'ajoute la menace d'emploi d'armes chimiques, dont les belligérants se rejettent déjà la responsabilité.

Dans ce contexte de tensions croissantes, la rencontre de Téhéran constituait, pour les populations d'Edleb, tout comme pour la communauté internationale, une réelle source d'espoir. Il nous semble hélas qu'elle n'a pas apporté de réponses rassurantes quant aux inquiétudes sur le sort de la province d'Edleb, notamment la protection des civils et les répercussions humanitaires du conflit, les garants du processus d'Astana ayant seulement insisté sur la nécessité de combattre, je cite, « le terrorisme et le droit de Damas de récupérer l'intégralité de son territoire ».

Les nombreux appels à la retenue lancés par le Conseil de sécurité et la communauté internationale n'ont pu empêcher la récente escalade de la violence qui, selon le porte-parole du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), M. David Swanson, a entraîné le déplacement de plus de 30 000 personnes. Toujours selon l'OCHA, entre le 1^{er} et le 9 septembre, 30 542 femmes et enfants, mais aussi des hommes, ont été déplacés du sud et du sud-ouest d'Edleb, ainsi que du nord et du nord-ouest de la province voisine de Hama.

La Côte d'Ivoire reste convaincue qu'il est encore temps de donner une chance à la paix. Elle exhorte par conséquent toutes les parties prenantes à un cessez-le-feu immédiat et à privilégier la voie des négociations, dans l'esprit de la résolution 2254 (2015), afin de prévenir une tragédie humanitaire encore plus grande en Syrie.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en anglais*) : La séance de ce matin coïncide avec la commémoration des attentats terroristes du 11 septembre 2001, qui ont fait des milliers de victimes innocentes parmi le peuple américain ami. Nous présentons une fois de plus nos condoléances au peuple américain et aux familles des victimes, et nous leur exprimons notre solidarité en cette journée. Nous réitérons également notre engagement à travailler avec nos partenaires et nos alliés pour éliminer le fléau du terrorisme, qui menace la paix et la sécurité internationales. Nous nous engageons également à poursuivre nos efforts en tant que membre de la Coalition internationale contre l'État islamique d'Iraq et du Levant.

Je remercie le représentant de la Fédération de Russie de l'exposé qu'il a présenté au Conseil de sécurité sur les résultats du sommet des garants d'Astana qui s'est tenu vendredi à Téhéran. Le sommet a porté sur la situation générale en Syrie, et à Edleb en particulier. À cet égard, nous appelons les parties concernées à poursuivre le dialogue à tous les niveaux afin de régler la situation à Edleb par des moyens pacifiques.

L'État du Koweït réitère ce qu'il a affirmé à l'occasion de réunions précédentes, à savoir qu'une escalade militaire à Edleb aurait des conséquences humanitaires catastrophiques. Ce sont les membres les plus vulnérables de la société – les femmes, les enfants, les personnes âgées et les malades – qui paieront le plus lourd tribut. Nous avons vu ce qui s'est passé dans d'autres parties de la Syrie, dont certaines avaient pourtant été déclarées zones de désescalade.

Nous avons examiné avec attention les rapports récents de certaines organisations internationales concernant la situation à Edleb et dans les zones environnantes. Nous tenons à exprimer notre profonde préoccupation à la lumière des informations que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a relayées au sujet du déplacement de plus de 30 000 personnes de la province d'Edleb au cours des derniers jours, en raison de l'escalade récente de la violence.

Nous avons également suivi la conférence de presse que le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Mark Lowcock, a tenue hier à Genève, au cours de laquelle il a appelé la communauté internationale à intervenir pour faire en sorte que la crise d'Edleb ne devienne pas, dans les mois à venir, la pire catastrophe humanitaire, avec les plus lourdes pertes en vies humaines, du XXI^e siècle. Je me fais l'écho de cette mise en garde en rappelant que, si une vaste opération militaire avait lieu à Edleb, ce qui doit appeler l'attention du Conseil de sécurité, alors nous serions effectivement face à la pire catastrophe humanitaire, avec les plus lourdes pertes en vies humaines, du XXI^e siècle.

Nous rappelons à toutes les parties qu'il faut qu'elles honorent leurs engagements en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, qu'elles respectent les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution, et qu'elles protègent les civils et les sites civils. Les attaques militaires qui visent des groupes considérés comme terroristes par le Conseil de sécurité ne justifient absolument pas que quelque partie au conflit que ce soit

viole les obligations qui lui incombent en vertu du droit international. Souvenons-nous que les guerres ont des règles et que, dans la province d'Edleb, on compte un terroriste pour 100 civils, lesquels sont en majorité des femmes et des enfants.

Nous réaffirmons notre appui au Secrétaire général António Guterres qui, dans une déclaration du 29 août, a appelé d'urgence le Gouvernement syrien et toutes les parties concernées à faire preuve de retenue. Il a également appelé les garants du processus d'Astana à redoubler d'efforts pour trouver une solution pacifique à la situation à Edleb et à consacrer davantage de temps et d'attention aux efforts diplomatiques, afin d'éviter de nouvelles effusions de sang. Dans ce contexte, nous espérons que les réunions tenues hier et aujourd'hui à Genève par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Staffan de Mistura, permettront de trouver les moyens d'épargner les vies de civils innocents.

Ceci est la quatrième séance que nous tenons sur la Syrie en moins d'une semaine. Nous espérons que ces séances attireront l'attention sur Edleb et contribueront à soutenir les efforts diplomatiques que nous déployons tous pour éviter une catastrophe humanitaire, ainsi qu'à entretenir notre détermination à appliquer les résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2401 (2018), qui appelle à instaurer un cessez-le-feu, à faire en sorte que l'aide humanitaire puisse parvenir à ceux qui en ont besoin et à protéger les civils et les installations sanitaires et civiles. Nous espérons que les messages issus de nos séances parviendront jusqu'aux parties concernées, et leur feront prendre conscience que le Conseil de sécurité entend suivre de près la situation à Edleb et qu'il est prêt à prendre les mesures nécessaires pour assumer ses responsabilités humanitaires et juridiques envers les habitants d'Edleb.

Pour terminer, nous soulignons une fois de plus que la solution la meilleure et la plus viable de la crise syrienne passe par un règlement politique mené sous les auspices de l'ONU et conforme à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe).

M. Umarov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Nous sommes aujourd'hui encore de tout cœur avec les victimes et les familles de l'attaque terroriste inoubliable et impardonnable du 11 septembre 2001. Nous adressons nos prières et nos sincères condoléances à toutes les familles qui ont perdu des êtres chers au World Trade Center. Au lendemain des attentats du 11-Septembre, tous les peuples du monde, y compris le Kazakhstan, se

sont tenus aux côtés du peuple des États-Unis, partageant son deuil dans un esprit de solidarité, de compassion et d'amitié. Cette journée n'est pas seulement une journée du souvenir, elle doit aussi nous pousser à faire en sorte que cela ne se reproduise plus jamais, nulle part ailleurs. Notre détermination, nos efforts collectifs et notre unité contre le terrorisme, telle est la voie à suivre.

Nous remercions la délégation de la Fédération de Russie d'avoir été à l'origine de la présente séance publique d'information consacrée à examiner les conclusions du sommet de Téhéran, lequel est riche d'implications dans la phase actuelle de la crise syrienne. Le Kazakhstan se félicite de ce sommet trilatéral des chefs d'État des pays garants du processus d'Astana, qui s'est tenu à Téhéran et qui a abouti à l'adoption d'une déclaration conjointe et au renforcement de la coopération entre les trois pays pour régler la crise syrienne.

Comme nous le savons, les États garants du processus d'Astana – la Russie, l'Iran et la Turquie – se sont réunis pour la troisième fois, réunion qui a donné des résultats très constructifs, et ce, à un tournant décisif pour le peuple syrien. Ce sommet était sous-tendu par un consensus : les provocations sont inacceptables. Les chefs d'État des pays garants ont également confirmé leur volonté de préserver l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie. En outre, le sommet a donné une preuve claire du rôle positif du processus d'Astana s'agissant de coordonner les activités internationales liées au processus de paix syrien, notamment pour préserver l'unité politique et l'intégrité du pays.

Nous accueillons très favorablement les parties les plus notables du texte de la déclaration, qui se réfèrent à une coopération pour lutter contre les groupes terroristes tels que Da'ech, le Front el-Nosra et Al-Qaida, ainsi qu'à l'importance de faire la distinction entre les terroristes et les groupes d'opposition armés qui prennent part au cessez-le-feu. La déclaration met également l'accent sur le processus politique, la mise en place d'une commission constitutionnelle, l'aide humanitaire, le rapatriement des demandeurs d'asile et l'organisation d'une conférence internationale consacrée aux réfugiés et aux déplacés. Le Kazakhstan estime que tout cela contribuera à la formation, à terme, d'une commission constitutionnelle et aura sans aucun doute une incidence positive sur les processus politiques et la préparation d'élections libres en Syrie.

Ce sommet a prouvé une fois de plus que les tâches internationales urgentes ne peuvent être

accomplies que sur la base du respect, de la confiance et d'une coopération constructive. Ma délégation note avec satisfaction qu'un cessez-le-feu a été facilité à Edleb, ce qui génère de nouvelles ouvertures pour le processus politique. Dans le même ordre d'idées, nous sommes convaincus que la communauté mondiale doit orienter ses efforts conjoints vers la création des conditions qui permettront à ce conflit intrasyrien d'être réglé par des moyens exclusivement pacifiques, au pays dévasté de se reconstruire et à la crise humanitaire complexe de trouver une issue. Nous devons également appuyer la création des conditions propices au retour des nombreux réfugiés syriens. À cet égard, l'idée de convoquer une conférence internationale consacrée aux réfugiés syriens pourrait être un premier pas vers un règlement collectif du problème.

Le Kazakhstan félicite Moscou, Téhéran et Ankara d'avoir accepté de tout mettre en œuvre pour protéger la population et améliorer la situation humanitaire, en particulier en restaurant l'économie et les infrastructures afin de répondre aux graves problèmes sociaux. Un autre aspect important de cette réunion a consisté à mettre l'accent sur le processus politique, ce qui rappelle qu'il ne saurait y avoir de solution militaire à cette crise et que les parties concernées doivent s'asseoir à la table des négociations.

Il serait erroné de suggérer que ce sommet trilatéral a abouti à une formule définitive pour régler la crise d'Edleb. Nous savons qu'il faudra du temps et de nouveaux efforts supplémentaires pour régler les questions non résolues. Dans ce contexte, nous attendons avec intérêt la prochaine réunion des pays garants du processus d'Astana, prévue à Moscou, où ils examineront toutes les questions liées à la récente évolution de la situation sur le terrain.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) :
Nous réaffirmons notre solidarité avec les États-Unis et avec les familles des milliers de victimes emportées le 11 septembre 2001 par le cauchemar terroriste, phénomène face auquel nous sommes tous unis.

Nous approuvons la convocation de la présente séance et remercions la délégation de la Fédération de Russie de son exposé sur la réunion qu'ont tenue les garants du processus d'Astana dans la ville de Téhéran. Nous prenons bonne note des informations relayées, ainsi que de la déclaration conjointe adoptée par les Présidents de l'Iran, de la Russie et de la Turquie. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la coopération constante entre les garants du processus d'Astana et

nous soulignons qu'il faut qu'elle ait pour résultat concret d'éviter une nouvelle escalade de la violence et des souffrances à Edleb.

Néanmoins, nous devons exprimer notre inquiétude et notre peine face à l'intensification des attaques ces derniers jours, attaques qui se sont déjà traduites par de nombreux morts, de nouveaux déplacés et la destruction d'infrastructures civiles. Tout cela doit cesser.

Le Pérou condamne le terrorisme et estime que les groupes terroristes doivent rendre des comptes pour les crimes qu'ils ont commis. Nous reconnaissons également le droit du Gouvernement syrien de sauvegarder sa souveraineté et son intégrité territoriale, tout en soulignant que cela ne saurait justifier de nouveaux massacres de civils.

Nous estimons que les garants du processus d'Astana, en raison de leur influence sur le terrain, ont une responsabilité particulière en ce qui concerne la situation délicate actuelle, d'autant plus qu'Edleb est l'une des zones de désescalade qu'ils ont établies.

Nous saluons les efforts inlassables déployés par M. De Mistura pour rapprocher les parties et trouver les moyens de prévenir une nouvelle tragédie humanitaire. Nous appuyons en particulier sa proposition de procéder à une séparation effective des civils et des terroristes. Nous sommes conscients qu'il s'agit d'une tâche extrêmement complexe, mais nous pensons que nous devons nous engager en faveur de cette proposition.

Nous espérons que la réunion que l'Envoyé spécial a tenue hier avec les garants d'Astana et celle qu'il tiendra cette semaine avec les autres pays concernés par le problème syrien déboucheront sur des engagements fermes en faveur du processus politique sur la base de la résolution 2254 (2015) et du Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe).

Par ailleurs, nous saluons les efforts inestimables déployés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et son personnel pour garantir la fourniture d'une aide humanitaire dans des circonstances aussi difficiles.

Pour terminer, nous voudrions souligner que le Conseil doit envoyer un message fort à la communauté internationale, à savoir qu'il ne faut pas tolérer que le droit international et le droit international humanitaire continuent d'être violés en toute impunité. Le Conseil ne peut pas de nouveau se contenter d'assister à des

situations tragiques en spectateur. Il est de notre responsabilité première de prévenir de telles situations et de protéger la population civile.

M. Inchauste Jordán (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Nous nous associons aux sentiments de commémoration et aux expressions de condoléances et de solidarité avec le peuple américain et les familles des victimes des attentats du 11 septembre 2001. La lutte contre le terrorisme est une tâche qui concerne l'ensemble de la communauté internationale.

Nous remercions la présidence américaine d'avoir convoqué cette séance très importante, et nous remercions la délégation de la Fédération de Russie d'avoir présenté un exposé sur les résultats de la réunion tripartite des garants du processus d'Astana, tenue en Iran le 7 septembre. Après avoir suivi avec beaucoup d'attention cet exposé, nous ne pouvons que réitérer notre position qu'il faut réduire la violence dans le contexte de ce conflit, qui dure depuis plus de huit ans, et ce, sur l'ensemble du territoire syrien, en particulier dans les zones densément peuplées. C'est pour cette raison que nous nous félicitons de la réunion qui s'est tenue à Téhéran et du communiqué conjoint publié à son issue, car ils renforcent les accords d'Astana, qui ont permis de mettre en place des zones importantes de désescalade, qui, à notre avis, figurent parmi les initiatives internationales qui ont contribué à réduire la violence et à promouvoir la paix et la stabilité en Syrie.

À cet égard, nous appelons les parties à œuvrer à la pleine application de la résolution 2401 (2018) et nous soulignons l'importance des accords locaux qui ont contribué à désamorcer la violence et permis d'évacuer les personnes qui le souhaitent, notamment des membres de groupes armés et leurs familles, tout en facilitant l'acheminement de l'aide humanitaire. Nous espérons que de tels accords continueront d'être conclus pour permettre aux civils de regagner leurs lieux d'origine. Nous rappelons que tous les retours doivent être volontaires, sans entrave, et se faire dans la dignité et en toute sécurité.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que dans le cadre de conflit, il faut toujours privilégier les mesures visant à réduire la violence sur le terrain, à renforcer la confiance entre les parties, à améliorer la situation humanitaire et à encourager des initiatives telles que celles que j'ai déjà mentionnées, dans l'objectif de trouver une solution politique et pacifique au conflit. À l'heure actuelle, il faut impérativement prendre

des mesures pour aider les 2,9 millions de civils qui vivent dans la province d'Idlib et ses environs. Nous attendons avec intérêt les résultats des réunions tenues hier et aujourd'hui par l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura, et les garants du processus d'Astana.

Par ailleurs, nous estimons que les efforts déployés ou les mesures prises dans le cadre de la résolution 2401 (2018), qui prévoit la lutte contre les groupes terroristes désignés comme tels par le Conseil de sécurité ou les groupes armés, visant à séparer ces groupes de la population civile, doivent tenir compte de la protection des civils conformément au droit international. De même, nous pensons qu'il faut renforcer le processus politique sur la base de la déclaration finale de Sotchi et grâce à la création d'une commission constitutionnelle, sous les auspices de l'ONU dans le cadre du processus de Genève et conformément à la résolution 2254 (2015). Nous rappelons que les principes énoncés dans cette déclaration visent non seulement à renforcer le processus politique, mais également à défendre et à garantir l'état de droit, à faire respecter les droits de la population et à combattre la menace du terrorisme et l'extrémisme violent conduisant au terrorisme.

Nous notons avec satisfaction que la réunion de Téhéran a permis de renforcer le dialogue en faveur de la protection et d'apporter une aide humanitaire à la population civile, notamment aux 6,2 millions de personnes déplacées sur l'ensemble du territoire syrien et en particulier aux 1,4 million qui se trouvent dans la province d'Idlib. Pour cette raison, nous nous félicitons de l'initiative visant à organiser une conférence internationale sur la question des réfugiés et des déplacés syriens. Il faut aussi continuer à accorder la priorité voulue à la libération des détenus et à l'identification des personnes portées disparues.

Enfin, nous nous opposons à toute tentative de fragmentation ou de sectarisme en Syrie. Au contraire, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays, nous soulignons que le conflit en Syrie ne saurait être réglé par la voie militaire et que la seule solution possible passe par un processus politique sans exclusive, par le dialogue et les concertations, mené par et pour le peuple syrien, en vue de trouver une solution pacifique et durable à cette situation.

M. Radomski (Pologne) (*parle en anglais*) : Alors que nous commémorons aujourd'hui l'anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre 2001, je

voudrais me joindre aux autres orateurs pour exprimer nos condoléances les plus sincères aux familles des victimes de ces attentats et notre solidarité avec le peuple américain. Le souvenir toujours vif des événements survenus il y a 17 ans, à cette date, qui a été particulièrement importante pour cette ville de New York, doit nous motiver à joindre nos efforts pour lutter contre le terrorisme.

Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance, et je remercie la Russie de son exposé important.

La Pologne est vivement préoccupée par l'évolution de la situation en Syrie, notamment par l'escalade des hostilités dans la province d'Idlib, qui a entraîné ces derniers jours le déplacement de plus de 30 000 femmes, enfants et hommes et fait de nombreux morts parmi les civils. Cette région est l'une des zones de désescalade en Syrie, établie et supervisée par les garants du processus d'Astana en vue de mettre en place un cessez-le-feu et de garantir l'accès humanitaire, conformément au droit international, notamment le droit international humanitaire.

La dernière escalade a eu de nouveau des conséquences catastrophiques pour les civils. À l'instar d'autres orateurs, la Pologne craint que le pire ne soit à venir. La sécurité et la protection d'environ 2,9 millions de civils résidant à Idlib et dans les environs sont menacées. Parmi ces civils, il y a environ 1,4 million de personnes déplacées, en majorité des femmes et des enfants venus dans la région en provenance d'autres localités.

Nous sommes profondément préoccupés par le non-respect par les garants du processus d'Astana des engagements et des obligations relatifs au cessez-le-feu. Nous constatons avec déception que la réunion des garants, qui s'est tenue à Téhéran, n'a pas débouché sur des conclusions concrètes. Nous appelons la Russie, l'Iran et la Turquie, ainsi que les autres acteurs qui ont de l'influence sur le terrain, à redoubler d'efforts afin de protéger la population civile d'Idlib. Dans ce contexte, les informations faisant état d'attaques contre des cibles à Idlib le week-end dernier sont très inquiétantes.

Tout recours à la force, même contre des bandes de terroristes, ne saurait justifier des attaques aveugles contre des civils innocents et des infrastructures civiles, notamment des installations médicales et éducatives. Ce seront les civils, des hommes, femmes et enfants innocents, qui seront les premiers touchés par les

hostilités si le scénario d'une vaste opération militaire se concrétise dans la province d'Edleb. Toutes les parties doivent respecter pleinement les principes du droit international humanitaire, en particulier concernant la protection des civils.

Je voudrais insister sur la responsabilité qui incombe au Conseil de prévenir cette tragédie potentielle. Nous ne pouvons pas perdre de temps et nous devons agir maintenant afin d'éviter des pertes humaines massives et une nouvelle vague de déplacements. Les parties impliquées en Syrie doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la cessation des combats, la protection adéquate du peuple syrien et, enfin, l'accès humanitaire urgent à Edleb et les évacuations sanitaires nécessaires. Nous tenons également à réaffirmer que les réfugiés doivent avoir la possibilité de rentrer chez eux en toute sécurité, en liberté et dans la dignité. Une opération militaire majeure dans la province d'Edleb pourrait entraver cet objectif et, en conséquence, entraîner une nouvelle vague de réfugiés. En outre, les civils qui estiment que leur vie est en danger pendant le conflit doivent pouvoir partir librement à tout moment. Cette décision doit toujours être fondée sur le libre choix de chacun.

Pour terminer, je voudrais souligner une fois de plus qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. Toute tentative d'instaurer la paix par la force sera contre-productive pour la réalisation d'un processus politique inclusif et crédible sous les auspices de l'ONU.

M. Ndong Mba (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Je commence mon intervention en exprimant notre solidarité et celle de notre gouvernement au Gouvernement et au peuple des États-Unis d'Amérique, et aux proches de tous ceux qui sont tombés héroïquement et qui ont perdu la vie en raison de l'attentat terroriste barbare commis contre les tours jumelles, ainsi qu'à d'autres personnes qui ont perdu la vie dans d'autres parties du pays en raison de ces attentats, dont nous commémorons l'anniversaire aujourd'hui. Nous vous adressons, Madame l'Ambassadrice Haley, nos condoléances les plus sincères.

Notre délégation se félicite de la convocation de la présente séance, qui se justifie par l'attention accrue que la communauté internationale porte à Edleb et par la nécessité impérieuse d'apporter une réponse coordonnée à la situation afin d'éviter une crise humanitaire sans précédent. Nous remercions la Fédération de Russie des informations qu'elle a fournies et, de manière générale, les trois garants d'Astana qui, avec la tenue du troisième

Sommet trilatéral à Téhéran, se sont érigés en acteurs essentiels de la coordination et de la coopération sur les plans politique et sécuritaire sur la scène régionale et sur la scène internationale. Le Gouvernement de la Guinée équatoriale a pris note de la déclaration du Sommet tripartite de Téhéran et, à cet égard, notre délégation voudrait faire les observations suivantes.

Nous nous félicitons de la détermination des garants d'Astana à continuer de coopérer pour éradiquer tous groupes, personnes, entreprises et entités en Syrie désignés comme terroristes par le Conseil. C'est une position qui est pleinement conforme à celle du Gouvernement de la République de Guinée équatoriale, qui est fermement opposé au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. La volonté et l'engagement des garants de ne pas donner la priorité à l'option militaire dans le conflit, mais plutôt d'avancer dans un processus politique négocié doivent également être salués. Nous pensons qu'il est indispensable que ces deux dispositions clefs de la déclaration soient garanties et appliquées sur le terrain. Cela suppose, pour toutes les parties nationales et internationales, de s'abstenir de mener des opérations militaires qui fassent de la province d'Edleb la cible de bombardements intenses. Lors de la séance d'information de vendredi dernier (voir S/PV.8345), nous étions tous d'accord pour souligner les graves implications et conséquences humanitaires qu'aurait une offensive militaire féroce dans ce secteur.

Il est vrai que pour rétablir la paix et la stabilité en Syrie, il faut combattre les terroristes qui continuent d'opérer, mais, comme l'a précisé le représentant iranien lors du Sommet, cela doit se faire « sans faire souffrir la population civile avec une politique de la terre brûlée ». Bien qu'il soit certain qu'il ne semble pas y avoir de solution militaire évidente pour neutraliser les djihadistes d'Edleb, il est toutefois clair qu'une offensive destructrice ne doit pas être considérée comme la réponse appropriée. Même si l'on parvenait à vaincre ces groupes sur le champ de bataille, la menace djihadiste demeurerait. Nous l'avons vu l'an passé dans le cas de la région de la vallée de l'Euphrate, après la victoire territoriale de l'armée gouvernementale syrienne sur les milices de l'État islamique et sa reconquête de la ville de Deir el-Zor. Le reste des milices djihadistes peut continuer de livrer une guerre asymétrique en Syrie et en dehors de ses frontières, dans des zones non contrôlées par les gouvernements de la région. C'est pourquoi je m'associe aux paroles de l'Envoyé spécial Staffan De Mistura, qui a récemment déclaré :

« Essayons d'éviter que la dernière, et probablement la plus importante, bataille de cette guerre en Syrie ne se termine en un bain de sang. Nous demandons à tous les pays de maintenir une pression morale pour éviter une option militaire radicale à Edleb et pour donner davantage de temps aux négociations ».

À cet égard, nous exprimons notre optimisme quant aux réunions que l'Envoyé spécial a tenues hier et aujourd'hui à Genève avec les représentants des garants d'Astana en vue de négociations qui ouvriront la voie à la paix et à la possibilité de trouver d'autres solutions pour débloquer le conflit armé en Syrie et y mettre fin, par la création d'un comité constitutionnel sans exclusive dirigé par les Syriens.

Alors que des plans restent en cours d'élaboration pour lutter contre les factions armées et terroristes à Edleb, la priorité du Conseil de sécurité doit rester la protection de la population civile, en l'occurrence, celle des quelque 3 millions de personnes, pour la plupart déplacées, qui ne savent plus où aller.

M^{me} Guadey (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis, Madame la Présidente, de saisir cette occasion pour exprimer notre solidarité avec le Gouvernement et le peuple des États-Unis en ce jour, qui marque la commémoration des événements tragiques du 11 septembre. Mon pays a été l'un des premiers à être confrontés au fléau du terrorisme et il a une expérience directe de ses effets dévastateurs. En Éthiopie, en particulier, nous ne pouvons oublier de commémorer cet événement horrible, car il coïncide malheureusement avec la célébration du Nouvel An éthiopien. Nos pensées et nos prières iront pour toujours aux victimes et à leurs familles.

Nous remercions la délégation russe de son exposé sur les résultats du Sommet d'Astana. L'importance de cette réunion a été clairement soulignée la semaine dernière, compte tenu du rôle qu'elle a joué pour trouver une solution durable à la situation à Edleb (voir S/PV.8345). Du fait des victimes civiles signalées, nous demeurons inquiets de la situation humanitaire à Edleb. Comme nous l'avons déclaré à maintes reprises, une nouvelle escalade militaire à Edleb pourrait aggraver la crise humanitaire et faire obstacle au programme d'aide humanitaire dont dépendent des millions de personnes pour vivre.

Nous notons que l'Iran, la Russie et la Turquie ont convenu de poursuivre leur coordination trilatérale et

ont décidé d'examiner la situation à Edleb dans un esprit de coopération, selon la déclaration commune publiée à l'issue du Sommet. Les conditions sur le terrain sont difficiles et exigent une action urgente et coordonnée. Il est essentiel que les garants d'Astana continuent de respecter l'accord de désescalade et trouvent une solution durable qui permette de protéger les civils et les installations civiles. Faciliter un accès humanitaire sûr, rapide, sans entrave et continu demeure fondamental pour que l'ONU et ses partenaires humanitaires puissent fournir une aide à tous ceux qui en ont besoin.

La déclaration commune a également souligné le fait que, dans la lutte contre le terrorisme, il était capital de distinguer l'opposition armée des terroristes inscrits sur la liste de l'ONU. À cet égard, la proposition que l'Envoyé spécial Staffan de Mistura a présentée vendredi pourrait être envisagée favorablement, l'objectif étant d'assurer la sécurité des civils et des infrastructures civiles. Nous espérons que cette question sera examinée avec les garants d'Astana dans le cadre des consultations en cours à Genève.

Enfin, nous insistons sur le fait qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise syrienne. C'est pourquoi toutes les parties syriennes et les États ayant de l'influence sur les parties doivent coopérer et soutenir les efforts constants déployés par l'Envoyé spécial pour mettre en place et lancer la commission constitutionnelle. Au bout du compte, c'est un dialogue politique pris en main et dirigé par les Syriens, et facilité par l'ONU, qui permettra de mettre fin durablement aux souffrances des Syriens.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je m'associe à mes collègues pour vous exprimer nos condoléances et notre solidarité, Madame la Présidente, ainsi qu'à votre mission, à tous nos amis américains et aux citoyens de cette grande ville de New York pour les pertes subies le 11 septembre, de même qu'à tous les pays qui, comme le mien, ont perdu des ressortissants dans ces attaques. Ayant collaboré très étroitement avec le Gouvernement des États-Unis et d'autres gouvernements au lendemain du 11 septembre, je peux dire que je n'oublierai jamais ce jour et que nous ne cesserons jamais d'être à leurs côtés dans la lutte contre le terrorisme et la campagne implacable que nous menons pour protéger nos sociétés et défendre les civils.

Les attaques du 11 septembre se sont produites sans avertissement dans un ciel sans nuage. L'horreur de la Syrie se déroule sous nos yeux depuis plus de six longues années. Après le 11 septembre, la Russie

et l'Iran ont coopéré avec nous. Nous les exhortons à coopérer avec nous maintenant pour mettre fin aux attaques et protéger les civils d'Edleb. Il y a eu de nombreux points d'inflexion qui se sont succédé sur la Syrie. Nous voudrions croire que la réunion d'Astana constitue un autre point d'inflexion qui pourrait aboutir. Je pense qu'il est très important que cette discussion et ce débat aient lieu aujourd'hui. Nous allons bientôt entendre notre collègue turc, auquel nous souhaitons la bienvenue au Conseil.

Mais je tiens à dire d'emblée que nous sommes tout à fait d'accord avec le Président Erdoğan. Ce matin, il a écrit dans le *Wall Street Journal* que la solution mise en œuvre par Al-Assad pour lutter contre le terrorisme était erronée. Il a dit que le lancement d'une offensive militaire contre Edleb ne ferait que créer de nouveaux foyers de terrorisme, que l'État islamique d'Iraq et du Levant était un résultat et non pas la cause de ce qui se passe en Syrie.

Nous sommes confrontés aujourd'hui à un choix. Nous pouvons être les témoins d'une offensive militaire lancée par Al-Assad et la Russie contre Edleb, dans laquelle, comme de nombreux collègues l'ont dit aujourd'hui, des milliers de civils trouveront la mort. Nous avons vu à quoi cela ressemblait dans l'est d'Alep et dans la Ghouta orientale : le meurtre d'enfants, des attaques contre des écoles et des hôpitaux, même dans les zones déclarées protégées ou encore l'usage barbare d'armes chimiques. Ou nous pouvons donner à la Turquie et aux groupes d'opposition le soutien, l'espace et le temps nécessaires pour qu'ils puissent séparer les terroristes et les éliminer eux-mêmes. La Turquie a un projet pour la province d'Edleb, qui implique de parvenir à un accord avec l'opposition syrienne en vertu duquel le régime s'abstiendrait de les attaquer pendant qu'ils combattent les terroristes. Voilà ce dont nous devrions débattre aujourd'hui, mais je crois que cela ne figurait pas dans l'exposé que vient de nous faire la Russie.

Nous voudrions également parler de la façon dont nous pourrions, par le biais d'Astana ou d'un autre groupe qui fonctionne, examiner les modalités de coopération entre le régime et l'opposition aux fins de rétablir la sécurité et la stabilité dans la province d'Edleb. Je voudrais savoir pourquoi le Conseil ne peut pas consacrer du temps à la question de savoir comment nous pouvons faire fond sur les travaux d'Astana à cette fin. Cela permettrait non seulement d'établir un plan pour débarrasser la région des extrémistes, mais aussi fournirait une ébauche de modèle pour discuter d'un

processus politique menant à un règlement de ce conflit qui n'a que trop duré.

Chaque orateur aujourd'hui a insisté sur l'importance d'un règlement politique, qui est la seule solution. Nous sommes, bien évidemment, d'accord. Toutefois, l'Envoyé spécial nous a dit qu'il serait impossible de réaliser des progrès sur la voie d'une solution politique si une offensive militaire était lancée contre la province d'Edleb. Je voudrais donc que la Russie et l'Iran nous disent qu'ils prêteront oreille à ces propos, cesseront les opérations militaires et discuteront avec nous tous au Conseil, y compris avec la Turquie, de la façon dont nous pouvons faire fond sur Astana afin de coopérer sérieusement en vue de mettre enfin un terme à ce conflit – six ans après quelques-unes des pires horreurs dont nous ayons été témoins en temps de guerre depuis la Seconde guerre mondiale – et mettre sur les rails un processus politique en Syrie. Je serais reconnaissante à la Russie et l'Iran de nous dire comment nous pouvons y parvenir.

La Présidente (parle en anglais) : Je vais maintenant faire une déclaration à titre national.

Je tiens tout d'abord, bien sûr, à remercier tous les membres du Conseil de leurs condoléances et souhaits sincères. Ils sont mes frères et sœurs, et je pense que c'est pourquoi, lorsque nous débattons d'un sujet comme la Syrie, nous sommes tous très passionnés. Nous savons ce qu'est la douleur, nous savons ce qu'est la souffrance et nous sommes frustrés lorsque nous voyons se produire des choses que nous ne pouvons pas maîtriser.

Cette séance a été convoquée pour examiner les pourparlers menés à Astana pour parvenir à une solution pacifique en Syrie. Nous nous félicitons de cette occasion qui nous est donnée d'examiner les perspectives d'une solution diplomatique en Syrie, mais nous ne devons pas perdre de temps avec la désinformation, les distractions et les mensonges éhontés que le régime d'Assad et ses partenaires russes et iraniens utilisent en permanence pour fausser cette conversation. Parlons des faits sur le terrain en Syrie!

Ce mois-ci, le monde a vu une nette escalade militaire dans la province d'Edleb. Les forces aériennes russes et celles du régime d'Assad ont lancé plus de 100 frappes aériennes. Ils utilisent des barils d'explosifs, des tirs de roquettes et d'artillerie. Ils prennent pour cible les hôpitaux et les installations médicales. Ils mènent des frappes sans pitié en deux temps contre des volontaires civils, tels que les Casques blancs. Pour ceux

qui ne savent ce que sont des frappes en deux temps, c'est lorsque les forces favorables au régime frappent une zone, attendent quelques instants jusqu'à l'arrivée des premiers secours, puis lancent une nouvelle frappe. C'est une tactique répugnante de terroristes, qui est indigne de soldats de métier.

Selon l'Organisation des Nations Unies, plus de 30 000 personnes ont déjà été déplacées par les frappes aériennes en cours. On a beaucoup parlé aujourd'hui, mais nous n'avons encore vu aucune action laissant penser que la Russie, l'Iran et Al-Assad sont intéressés par une solution politique. Tout ce que nous avons vu, ce sont les agissements de lâches intéressés par une conquête militaire sanglante d'Edleb. La Turquie a appris cette leçon, la semaine dernière, lorsqu'elle s'est réunie avec la Russie et l'Iran. La Turquie voulait leur faire accepter un cessez-le-feu dans la province d'Edleb, mais la Russie et l'Iran ont rejeté sa demande et le régime d'Assad a poursuivi ses attaques sauvages.

Cela fait longtemps que les États-Unis ne prennent plus au mot la Russie et l'Iran lorsqu'ils disent vouloir protéger les civils d'Edleb contre de nouvelles violences. Quelles que soient les armes ou les méthodes utilisées, les États-Unis s'opposent catégoriquement à toute escalade de la violence dans la province d'Edleb. Ils devraient en être de même de tous les membres du Conseil de sécurité. Il est temps que la Russie cesse de nous faire perdre du temps, lorsqu'il s'agit de la paix en Syrie. La Russie et l'Iran ont eu amplement l'occasion de démontrer leur crédibilité en tant qu'acteurs constructifs en Syrie. Mais qu'ont-ils fait? Ils ont créé des zones dites de désescalade dans toute la Syrie qu'ils ont cyniquement, systématiquement et brutalement violées. En février, ils ont violé la zone de désescalade dans la Ghouta orientale. En juillet, la Fédération de Russie a violé de manière flagrante l'engagement pris par le Président Poutine et le Président Trump de respecter un accord de cessez-le-feu dans le sud-ouest de la Syrie. Maintenant, dans la province d'Edleb, la Russie et l'Iran violent leur dernière prétendue zone de désescalade.

Ce ne sont pas les actions de partenaires de la paix œuvrant de bonne foi. Ce n'est pas comme cela que l'on démontre son engagement à protéger la vie des civils, et ce n'est pas comme cela que l'on convainc les États-Unis et d'autres pays de financer les efforts de reconstruction en Syrie. Je répète qu'il serait absurde que les États-Unis et d'autres pays examinent les demandes de la Russie et de ses alliés qui veulent que le reste du monde finance les efforts de reconstruction en Syrie alors que les frappes

aériennes russes frappent Edleb dans le cadre d'une escalade due à une nouvelle attaque militaire. La Russie, l'Iran et Al-Assad démolissent Edleb et nous demandent de qualifier cela de paix. Mais la réalité est que le processus d'Astana a échoué. Il n'a pas réussi à mettre fin à la violence et à promouvoir une solution politique.

Nous saurons que le régime d'Assad et ses facilitateurs prennent au sérieux le processus politique de paix en Syrie, non pas tant qu'ils répéteront des promesses vides, mais lorsque la violence cessera, lorsque les frappes aériennes et les attaques terrestres prendront fin, lorsque les Nations unies pourront fournir aux civils une aide humanitaire qui leur permettra de survivre et de circuler librement pour éviter un siège imminent; quand ils travailleront avec nous pour poursuivre de vrais terroristes, et non pour en créer d'autres en ciblant des civils innocents; quand nous verrons des progrès irréversibles réalisés grâce aux pourparlers de Genève dirigés par les Nations Unies pour parvenir à une transition politique conformément à la résolution 2254 (2015); et quand nous verrons disparaître complètement l'influence de l'Iran sur les événements en Syrie. Nous ne permettrons pas à l'Iran, sous couvert du processus d'Astana, de prendre en otage l'avenir du peuple syrien. Les États-Unis et le reste de la communauté internationale n'oublieront pas le rôle de l'Iran et les attaques meurtrières d'Al-Assad contre les civils.

Je voudrais également répéter ce que j'ai dit la semaine dernière au régime d'Assad et à quiconque envisage d'utiliser des armes chimiques en Syrie (voir S/PV.8345). Les États-Unis ont donné suite à leurs engagements en affirmant qu'ils réagiraient à l'utilisation d'armes chimiques. Nous maintenons cet avertissement. La Russie a le pouvoir d'empêcher la catastrophe qui menace Edleb. Elle a le pouvoir d'arrêter la tuerie. Elle a encore le pouvoir de faire correspondre ses paroles de paix à ses actes en travaillant à Genève pour réaliser une transition politique en Syrie. Nous considérons toute attaque contre Edleb comme une escalade dangereuse du conflit. Si Al-Assad, la Russie et l'Iran continuent sur la même voie, les conséquences seront terribles. Le monde les tiendra pour responsables et aucune séance du Conseil de sécurité n'y changera quoi que ce soit.

Je reprends maintenant mes fonctions de Présidente du Conseil.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé à faire une nouvelle déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous avons écouté très attentivement le débat d'aujourd'hui. Nous nous y intéressons tout autant que les autres membres du Conseil de sécurité. Aujourd'hui, beaucoup ont demandé que nous divulguions nos plans à propos d'Edleb. Nous aimerions que la coalition nous fasse part de ses plans concernant la Syrie. Les plans révélés par les représentants des membres de la coalition au cours de la présente séance ne sont pas porteurs d'espoir. Nous entendons des menaces spécifiques contre un État souverain et la Russie qui ne sont pas directement liés à l'utilisation possible d'armes chimiques.

Vendredi, lorsque nous avons discuté de cette question dans cette salle, nos partenaires occidentaux ont exprimé une position nuancée. L'alarme a sonné lorsqu'ils ont déclaré que la force pouvait être utilisée contre un État souverain – la République arabe syrienne – en réponse non seulement à l'utilisation alléguée d'armes chimiques, mais aussi à une opération militaire à Edleb. Je voudrais vous demander, Madame la Présidente, de ne pas essayer d'interchanger ces termes. Il ne s'agit pas d'une opération militaire. Nous parlons d'une opération antiterroriste à Edleb. Les gens continuent de parler de zones de désescalade, mais je tiens à souligner le fait que ces zones étaient censées être temporaires, et non pas permanentes. Tôt ou tard, elles devaient être remplacées par des trêves locales et, dans les cas où cela ne se produisait pas, par des opérations antiterroristes. De telles opérations ont eu lieu dans d'autres zones de désescalade, qui sont actuellement sous le contrôle des autorités syriennes. Des civils pacifiques retournent dans ces zones.

En outre, dans notre discussion de vendredi et d'aujourd'hui, j'ai remarqué que certains de mes collègues ont essayé de provoquer la zizanie entre les garants d'Astana en semant les graines de la discorde. Ils ne réussiront pas dans cette entreprise. Je sais que certains voudraient beaucoup que le processus d'Astana échoue. Ma collègue américaine a déclaré que le processus avait échoué. C'est peut-être qu'elle aimerait qu'il en soit ainsi, mais je dois la décevoir – le processus d'Astana est en cours. Je suis sûr que, grâce à ce processus, nous obtiendrons des résultats tangibles en Syrie.

J'ai déjà mentionné ce point, mais je voudrais le répéter : tout ce qui est dit à propos d'Edleb ne concerne que les civils qui y vivent. Nous sommes tout aussi préoccupés par ces questions que le Conseil. Toutefois, on tente de maintenir les terroristes en Syrie

et d'empêcher le Gouvernement syrien de reprendre pleinement le contrôle de son territoire. Nous appelons le Conseil à renoncer à de telles tentatives et à s'impliquer dans un règlement politique. Nous sommes en contact avec les partenaires du processus d'Astana et ceux qui sont sur le terrain à Edleb pour veiller à empêcher autant que possible les souffrances des civils causées par une opération antiterroriste.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Khoshroo (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Aujourd'hui, je voudrais exprimer mes condoléances aux familles des victimes du terrorisme.

Le récent sommet tripartite tenu à Téhéran a été convoqué à un moment critique. Satisfaits de la contribution du processus d'Astana à la paix, à la sécurité et à la stabilité en Syrie, les Présidents iranien, russe et turc ont examiné la voie vers une paix durable dans ce pays. Ils ont transmis des messages clairs dans leur déclaration commune. Ils ont réaffirmé leur attachement ferme et constant à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la Syrie, qui sont des droits inhérents à chaque État et la Syrie ne fait pas exception. Ils doivent être strictement respectés par tous. En conséquence, les trois Présidents rejettent toute tentative visant à créer une nouvelle réalité sur le terrain sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Ce message explicite et clair doit être entendu. En tant que victime des armes chimiques, l'Iran condamne, dans les termes les plus fermes possibles, toute utilisation de ces armes par qui que ce soit, où que ce soit et à quelque moment que ce soit. Dans le même temps, nous mettons en garde contre toute tentative d'attaque, y compris sous prétexte que le Gouvernement syrien aurait utilisé de telles armes. Au moment où la Syrie a détruit toutes ses armes chimiques sous supervision internationale, il ne s'agit que d'une simple fabrication pour tenter d'utiliser la force contre ce pays. Une telle tentative ne ferait que compliquer davantage la situation.

Un autre message clair et fort du Sommet est que les Présidents sont déterminés à poursuivre leur coopération pour éliminer tous les terroristes, y compris Daech, le Front el-Nosra et tous les autres individus, groupes, entreprises et entités associés à Al-Qaïda ou Daech, désignés comme terroristes par le Conseil. Bien entendu, cela doit être fait en évitant les pertes civiles. C'est pourquoi les Présidents ont réaffirmé leur

détermination à s'efforcer de protéger les civils. Comme le Président Rouhani l'a souligné lors du Sommet de Téhéran, la lutte contre le terrorisme requiert l'adoption d'une approche globale qui tienne compte de tous les aspects de ce phénomène fâcheux. Dans cette perspective, la lutte contre le terrorisme à Edleb est partie intégrante de la mission de rétablissement de la paix et de la stabilité en Syrie, mais ne doit pas nuire aux civils.

La nécessité d'améliorer la situation humanitaire en facilitant l'acheminement rapide, sûr et sans entrave de l'aide humanitaire à tous les Syriens qui en ont besoin, a été aussi soulignée.

Voilà les principes qui guident les efforts de lutte contre les terroristes en cours à Edleb.

C'est pour cette raison précisément que les Présidents ont souligné qu'il importait au plus haut point de séparer les terroristes des groupes d'opposition armés qui se sont joints, ou se joindront, au régime de cessation des hostilités.

L'autre message concret adressé par le Sommet de Téhéran a été que seul un processus politique négocié mettra fin au conflit syrien.

Dans ce contexte, les Présidents ont souligné la nécessité – et exprimé leur volonté de promouvoir un processus politique piloté et pris en main par les Syriens et de coopérer à sa conduite. Seuls les Syriens ont le droit de décider de l'avenir de la Syrie. À cette fin, il est essentiel de coopérer en vue de mettre en place un comité constitutionnel et de lui permettre de commencer à travailler.

Parallèlement à ces efforts, des conditions propices doivent être créées pour un retour librement consenti et dans la sécurité de tous les réfugiés et déplacés. Cela facilitera incontestablement le cessez-le-feu et le dialogue national et accélérera le processus de réconciliation. C'est pourquoi il importe à cette fin de convoquer une conférence internationale sur les réfugiés et les déplacés syriens.

Tandis que la Syrie se trouve à une étape cruciale s'agissant de vaincre le terrorisme et de recouvrer son unité et son intégrité territoriale, la communauté internationale doit rester ferme s'agissant de redonner vie à ce pays. La République islamique d'Iran a aidé la Syrie à vaincre les terroristes, et elle jouera un rôle constructif s'agissant d'apporter la paix et la prospérité à ce pays.

Enfin, pour en venir aux allusions faites à mon pays par la représentante des États-Unis, je tiens à réaffirmer que l'Iran a été invité par la Syrie à lutter contre les terroristes, tandis que les opérations militaires des États-Unis en Syrie sont illégales et constituent un acte d'agression. Elles sont contraires à la Charte des Nations Unies et doivent cesser.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Sinirlioğlu (Turquie) (*parle en anglais*) : Je voudrais avant tout chose saluer la mémoire des victimes des attentats du 11 septembre. Nos pensées et nos prières vont à leurs familles. Nous ne devons jamais oublier ce jour tragique ou baisser la garde, et nous devons toujours rester unis dans la lutte contre le terrorisme.

Les Représentants permanents de la Fédération de Russie et de l'Iran ont rendu compte au Conseil de sécurité du Sommet de Téhéran qui a eu lieu le 7 septembre. Sur instructions de mon gouvernement, je voudrais faire part des vues de mon pays sur les résultats du Sommet et de notre position concernant l'évolution de la situation à Edleb.

Le format d'Astana a été créé afin d'aider à réduire la violence partout en Syrie et de donner un nouvel élan au processus politique. L'importance de poursuivre nos efforts conjoints visant à mettre fin au conflit en Syrie via une solution politique a été réaffirmée lors aux réunions d'Astana. Le résultat le plus concret du format a été la création des zones de désescalade. La zone de désescalade d'Edleb, par exemple, a permis d'y réduire considérablement la violence.

Edleb a été le principal point à l'ordre du jour du sommet de Téhéran. Les dirigeants ont convenu que la situation à Edleb doit être traitée conformément aux principes et à l'esprit de coopération qui caractérisent le format d'Astana. Ces principes communs – comme la préservation de l'intégrité territoriale de la Syrie et la nécessité de trouver une solution politique au conflit – sont essentiels pour que nos efforts aboutissent à Edleb et ailleurs en Syrie.

Au sommet, le Président Erdoğan a souligné la nécessité de préserver la zone de désescalade et a appelé à une cessation immédiate et complète des hostilités à Edleb. La cessation des hostilités, comme l'a souligné notre Ministre de la défense hier, doit inclure toutes les attaques aériennes et terrestres. Il ne saurait y avoir de hiérarchie arbitraire dans la mort. Certes, nous condamnons et nous mettons en garde contre les attaques

chimiques, mais nous ne devons pas oublier l'utilisation d'armes classiques, qui continuent de causer des pertes massives. Nos appels à une cessation immédiate des hostilités concernent toutes les opérations militaires, et la Turquie continuera d'agir sur cette base. Nous invitons la communauté internationale à faire entendre sa voix et à appuyer activement nos efforts à cette fin.

Comme l'ont souligné les membres du Conseil de sécurité, il est indéniable qu'une opération militaire de grande ampleur causerait une catastrophe humanitaire majeure. Une telle opération entraînerait une vague massive de réfugiés et créerait des risques sécuritaires énormes pour la Turquie, le reste de l'Europe, et au-delà. Nous avons été plus que généreux s'agissant d'atténuer les souffrances du peuple syrien, notamment en accueillant environ 3,5 million de réfugiés, soit davantage que tout autre pays au monde. Mais il nous faut l'admettre : il y a longtemps que nous avons dépassé les limites de nos capacités.

Nous ne pouvons tout simplement pas permettre un fait accompli à Edleb, qui mettrait en danger la vie de millions de civils innocents. C'est là notre devoir collectif en tant que communauté internationale. Aujourd'hui, ceux qui nous regardent avec inquiétude à Edleb ne sont pas des terroristes, mais plutôt 3,5 millions de civils, dont un million sont des enfants. Nous ne devons pas les décevoir.

Le régime syrien cherche à légitimer son opération en invoquant la lutte contre le terrorisme. Ne nous y trompons pas : une telle opération n'atteindrait pas l'objectif déclaré. Dans un secteur aussi complexe qu'Edleb, les méthodes traditionnelles de lutte contre le terrorisme ne donneraient pas les résultats escomptés. Au contraire, elles créeraient de nouvelles souffrances et aliéneraient et radicaliseraient davantage de Syriens. À cet égard, une opération militaire à Edleb ne ferait que le jeu des terroristes.

Seul un cessez-le-feu viable permettra de créer les conditions propices à une lutte efficace contre le terrorisme. Cela implique d'adopter des approches qui requièrent du temps et de la patience. C'est ce que s'efforce de faire la Turquie avec ses efforts de séparation à Edleb. Pour que nos efforts aboutissent, des garanties doivent être données aux civils et aux groupes d'opposition modérés qu'ils ne seront pas ciblés une fois séparés des terroristes. C'est l'objectif sous-jacent de l'appel en faveur d'un cessez-le-feu lancé par le Président Erdoğan.

En application du mémorandum d'Astana, la Turquie a créé 12 postes d'observation dans la zone de désescalade d'Edleb. Nos postes d'observation ont empêché des violations. Notre présence a aussi aidé à créer les conditions nécessaires pour séparer les terroristes des groupes d'opposition modérés.

En outre, la Turquie a été en première ligne de la lutte contre le terrorisme, et nous sommes résolus à combattre ce fléau sans faire de distinction entre groupes terroristes. Nous avons rétabli la stabilité et le calme dans les zones que nous avons débarrassées des terroristes en Syrie. Nous sommes heureux de voir que des centaines de milliers de Syriens sont retournés volontairement dans leur pays et nous sommes convaincus qu'une approche responsable de la lutte contre le terrorisme peut vraiment gagner les cœurs et les esprits.

Il ne faut pas se faire d'illusions : il ne peut y avoir de victoire militaire en Syrie. Une solution militaire ne peut apporter ni légitimité ni règlement durable. On ne peut atteindre la légitimité que par une solution politique négociée. Le processus de Genève mené sous les auspices de l'ONU reste le principal cadre pour ce faire, conformément à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe). Et c'est la situation à Edleb qui déterminera l'avenir du processus politique.

Au Sommet de Téhéran, les trois garants ont réaffirmé leur détermination à poursuivre les efforts conjoints visant à promouvoir le processus politique. Ils ont réaffirmé leur volonté d'aider à la mise en place et au lancement des travaux d'un comité constitutionnel. Dans ce cadre, les hauts responsables des trois garants rencontrent actuellement à Genève l'Envoyé spécial, M. De Mistura, pour poursuivre les discussions sur le lancement des travaux de ce comité. Nous attachons la plus grande importance à la création d'un comité constitutionnel et des conditions nécessaires pour la tenue d'élections libres et régulières sous la supervision de l'ONU et dans les plus brefs délais.

Comme l'a affirmé le Président Erdoğan dans son article publié hier dans le *Wall Street Journal*,

« Edleb est la dernière sortie avant le péage. Si la communauté internationale, y compris l'Europe et les États-Unis, n'agit pas maintenant, les Syriens innocents, mais aussi le reste du monde, en paieront le prix. La Turquie fait tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin

aux effusions de sang chez son voisin. Pour que nous réussissions, le reste du monde doit mettre de côté ses intérêts étroits et consacrer tous ses efforts à la recherche d'une solution politique. »

Aujourd'hui – avec nos partenaires à Astana, avec le Conseil dans cette salle et avec l'ensemble de la communauté internationale – nous sommes arrivés à un moment de vérité dans la défense des valeurs que nous prônons.

La Présidente (*parle en anglais*) : La représentante du Royaume-Uni a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je serai brève, mais je tiens à remercier le représentant de la Turquie d'avoir une fois de plus expliqué le plan turc. Nous avons tous écouté très attentivement les intervenants d'Astana. Nous ne voulons pas détourner l'attention des efforts d'Astana; nous appuyons toute initiative qui fait avancer le processus politique. Cela dit, un seul plan nous a été présenté aujourd'hui pour tenter de prévenir un bain de sang à Edleb et changer

la donne sur le terrain. J'exhorte tous les membres du Conseil de sécurité à se rallier autour du plan qu'a présenté notre collègue turc.

Ce qui m'inquiète est qu'au lieu de cela, nous avons entendu dire que le rétablissement du plein contrôle de la Syrie sur son territoire est synonyme de lutte contre les terroristes. Pour la population d'Edleb, le problème est autre. La population d'Edleb va terriblement souffrir si cette attaque militaire se produit. C'est précisément pour faire face à ce type de situations que la doctrine de la proportionnalité au regard du droit international humanitaire a vu le jour.

J'espère donc que le Conseil parviendra à se rassembler dans les jours prochains pour réfléchir à un moyen d'optimiser le processus politique, en se fondant sur les travaux d'Astana, mais également en tenant un débat sérieux sur ce qu'il convient de faire pour éviter une offensive militaire à grande échelle contre la population d'Edleb.

La séance est levée à 12 h 50.